

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 618 2 juin 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

**LA PENTECOTE MARQUE LA VENUE DE L'ESPRIT SAINT
QUI INSTRUIRA CHACUN DANS LA VERITE TOUTE
ENTIERE A CONDITION DE L'ACCEPTER.**

EDITO

PAYS-BAS VERS LE SALUT

Nous avons déjà dit que la ville de Rotterdam est la première grande ville occidentale ayant un maire musulman. La catastrophe est telle qu'une réaction peut se produire.

Geert Wilders est à la tête du parti pour la liberté créé en 2006 qui est le parti le plus populaire du pays. Il met courageusement le pays au courant des dangers de l'expansion de l'islam. De ce fait la presse se déchaîne, l'accusant évidemment d'islamophobie alors que c'est tout le contraire : c'est montrer de l'amitié pour l'islam que de respecter sa vraie nature.

Il ne faut pas oublier que l'assassinat est pratique courante aux Pays-Bas et a déjà frappé un politicien et un cinéaste.

Le même est en même temps antieuropéen ce qui évidemment lui enlève toute chance de plaire à la presse mais en revanche lui donne beaucoup de chance de plaire au peuple hollandais.

Il veut évidemment faire barrage à la Turquie et aussi exclure la Roumanie et la Bulgarie de l'Europe à cause de la corruption qui règne dans ces pays. Si les élections législatives se tenaient ce printemps il recueillerait au moins 30 sièges sur 150 contre neuf actuellement.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

CHARLOTTE GAINSBOURG

Cette actrice a remporté le prix d'interprétation féminine du festival de Cannes pour un film absolument dégueulasse. Elle s'est livrée publiquement à des pratiques contraires à la correction des moeurs et ouvertement devant la caméra sans avoir aucune honte.

Le fait qu'elle soit couronnée montre le degré d'abaissement que connaît notre société. Il ne faut pas oublier que la pornographie conduit directement à la pédophilie.

FONCTION PUBLIQUE

Quitte à choquer certaines personnes nous ne croyons pas à la préférence nationale dans les fonctions privées : c'est vraiment aux chefs d'entreprise à choisir leurs employés absolument comme il le veulent et quand il le veulent et ce libre choix est une source de prospérité générale. Des mesures contraignantes dans ce domaine seraient contre productives ; d'ailleurs, par nature et sauf nécessité les employeurs ont tendance à recruter des Français et c'est normal.

Toute autre est la question des services publics. Dès lors qu'ils sont chargés d'appliquer la politique de la nation il semble qu'il est indispensable que seuls les Français aient le droit d'y travailler. Ce n'est pas l'avis de la Halde ; celle-ci a demandé le 16 avril 2009 la suppression des conditions de nationalité pour accéder à un emploi en France bien entendu dans les secteurs privés mais également dans le secteur public. Il est notable que cela se ferait sans demande de contrepartie.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

LES DEFICITS PUBLICS

Un lecteur décortique les déficits publics.

Suivant les données officielles la dette publique atteignait 1327 milliards d'euros à la fin de 2008 et elle frôlera les 1450 milliards d'euros dans six mois. L'on sait en plus que cette dette publique est calculée sans l'essentiel comme par exemple la dette correspondant aux retraites des fonctionnaires et une foule d'autres postes. Pour la seule retraite des fonctionnaires la Cour des comptes évalue la charge à inscrire dans les dettes à 1 050 milliards.

À ce propos, écrit-il, on peut rappeler la phrase de Cicéron aux sénateurs romains : « Le budget devrait être équilibré ; la situation financière du trésor public devrait être réduite ; l'arrogance des fonctionnaires devrait être modérée et contrôlée ; l'aide étrangère devrait être ralentie avant que nous soyons en banqueroute ; les chômeurs devraient être mis au travail et ne point vivre aux crochets du gouvernement »

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 1^{er} JUIN 2009

ABU DHABI ET DIEN BIEN PHU

Il existe des ressemblances et des dissemblances inattendues entre une cuisante défaite intervenue en mai 1954 et l'installation d'une base militaire permanente dans les émirats. Les unes et les autres annoncent des jours funestes, alors que 55 ans presque jour pour jour nous séparent de la défaite.

Voyons les ressemblances.

Dans les deux cas, l'état-major dégage des moyens gigantesques pour s'installer en territoire ennemi ; il envoie les meilleures troupes. Certes le pouvoir français essaie de se justifier aujourd'hui en désignant l'Iran comme l'ennemi principal de la France alors qu'on ne voit pas que les fusées éventuelles de ce pays puissent menacer le territoire français.

Simultanément, il prétend faire le tri entre les bons et les mauvais musulmans ; or, la distinction n'est pas pertinente. Penser que le roi d'Arabie n'a pas pour objectif fondamental l'expansion de l'islam serait peu respectueux car ce serait le suspecter d'être un mauvais musulman. Ne pas oublier que, depuis des décennies, la croix est interdite en Arabie, conformément aux principes de l'islam, alors que le monarque couvre l'Occident et, en particulier, la France de mosquées.

Au moment même où il s'installe d'une façon fracassante dans les émirats, le pouvoir se met à la merci du monde arabe, comme naguère d'autres à Dien Bien Phu dans la fameuse cuvette. Il souligne à l'envi que l'un de ses objectifs est de signer de grands contrats et il faudra reparler d'ailleurs de la politique des grands contrats qui est extrêmement dangereuse. Monsieur Serge Dassault, propriétaire du Figaro journal officiel de la Sarkozy, a manifesté récemment qu'il était bien devenu un dhimmi en encourageant publiquement et financièrement la diffusion des mosquées. L'annonce de ces objectifs

économiques ressemble d'une façon frappante à la vente par les capitalistes au pouvoir communiste de la corde avec laquelle ils seront pendus.

Comme à Dien Bien Phu, les moyens mis en œuvre sont démesurés. Il nous est dit que les Emirats paient, mais comment ajouter foi à des comptes que personne ne peut vérifier ? Le président Sarkozy, dans la ligne de son prédécesseur Chirac, s'est servi de l'armée comme une variable d'ajustement lui permettant de dépenser sans compter l'argent ailleurs. Alors que toute l'armée manque d'argent, la concentration de moyens à Abu Dhabi est impressionnante. L'élite de l'armée s'y retrouve comme naguère dans la célèbre cuvette. Une base terrestre sera spécialisée dans le combat de rues : rappelons qu'en France au même moment des bandes ethniques qui n'ont rien à faire chez nous vident leur querelles dans nos rues sans que personne ne s'en préoccupe !

La France est déjà engagée dans maintes opérations extérieures dont on pourrait discuter l'utilité, mais dont l'on peut se dégager relativement facilement. La différence avec une base permanente est que le retrait serait évidemment bien plus difficile, voire impossible. A Dien Bien Phu, de même, quand l'erreur, hélas, est apparue il était trop tard.

Maintenant les dissemblances.

Dans l'opération de Dien Bien Phu les formes légales avaient été respectées dans la prise de décision. L'installation de la base s'est réalisée dans le plus grand secret et nous nous trouvons dans le cas d'un caprice du Prince. Prétendre faire la guerre sans le consentement de la nation est faire preuve d'une grande légèreté.

A l'époque, la France, malgré ses déboires, était encore assez influente pour que les amis américains aient proposé de l'aider par leur puissance aérienne : elle refusa avec une grande imprudence. C'est plus tard à la veille de la défaite qu'elle redemanda l'aide qui, alors lui fut refusée en toute logique car c'était perdu. A présent elle est devenue un simple supplétif de la puissance américaine. La nouvelle base, en cas de clash, ne pourra que se soumettre à la stratégie des USA car on ne la voit pas se taire et encore moins s'opposer ; le risque d'attentats sur le territoire national seront considérables. Ainsi se complète le retour à l'Otan et l'envoi de soldats français dans le nid de frelons de l'Afghanistan.

Une autre dissemblance existe : c'est l'existence actuelle en France d'une guerre qui fait rage sur plusieurs fronts. Les voitures brûlent, des voyous règnent sur 500 villes, la police est agressée durement sans pouvoir tirer, des patrons sont séquestrés et l'université est saccagée. Pendant ce temps, l'on entend à la télévision le gouvernement proclamer tous les jours que l'ordre républicain sera respecté et nous jouer l'air du « matamore couché » : plus le matamore crie plus il se couche. En 1954 il y avait certes beaucoup de problèmes mais pas à ce point.

La célèbre bataille fait depuis longtemps l'objet d'études dans toutes les écoles de guerre du monde pour apprendre aux futurs généraux ce qu'il ne faut pas faire. L'installation de la base risque un jour de connaître le même sort !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

LE COMMISSAIRE EUROPEEN A L'AGRICULTURE :

« Il faudra qu'en l'an 2013 les agriculteurs européens changent de métier »

EVA JOLY :

« Je suis indignée par l'évolution de la justice française, qui est devenu un bateau ivre avec une absence de capitaine et des réponses au coup par coup »

NDLR : Nous n'avons guère de sympathie pour cette dame dont les positions de gauche sont connues. Toutefois ce jugement est hélas la vérité.

REVUE DE PRESSE

RICHISSIMES SENATEURS

Les dépenses du Sénat jouent un rôle majeur dans la ruine de la France. Or, 42 sénateurs de tous partis font en ce moment le tour du monde. Ils sont en mission d'information sur la situation dans les départements d'outre-mer à savoir la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane. C'est le journal Présent qui nous donne ces informations. Ils voyagent en classe « affaires » et sont logés dans des hôtels minimums quatre étoiles. On est presque honteux à écrire un tel forfait dans le contexte que l'on connaît.

BREVES ET LONGUES

OBAMA ECOLO

OBAMA ne rate pas une occasion de montrer qu'il se relie à la Pensée Unique Totalitaire mondiale (P.U.T.). Cela se remarque en particulier dans des domaines aussi sensibles que l'avortement. Mais pour des questions où les intérêts du business américain sont fortement engagés l'on pouvait espérer qu'il serait plus raisonnable. Cela ne semble pas le cas.

En annonçant les nouveaux standards de consommation d'essence qui seront appliqués d'ici à 2016 à toutes les nouvelles voitures fabriquées aux Etats-Unis, le président a expliqué que cet accord historique n'était que la première étape d'un vaste plan visant à réduire drastiquement à la fois les émissions de gaz carbonique concourant au réchauffement climatique et la dépendance de l'Amérique à l'égard des pays exportateurs de pétrole.

Parallèlement il veut se lancer dans la véritable folie qu'est le développement de l'énergie éolienne.

À cet égard il faut rappeler une nouvelle fois que le réchauffement climatique est une véritable chimère ainsi que le rattachement de cet éventuel réchauffement aux émissions de CO2.

En fait, depuis 150 ans les évolutions climatiques sont tout à fait minimes, malgré les prévisions apocalyptiques publiées par la propagande. Le président OBAMA ne peut pas ignorer que 26 000 scientifiques américains de haut niveau ont signé une pétition démolissant la chimère.

Or sa position est très dangereuse pour le business américain dans cette période de crise.

Nous verrons si les faits vont le rattraper.

LA NOTATION DES ETATS

Les agences de notation ne se contentent pas de noter les dettes des entreprises privées mais, également, elles notent les dettes des Etats.

Standard and Poor's vient d'envoyer un sérieux avertissement au gouvernement britannique. Elle attache désormais une perspective négative à son appréciation de la santé des finances publiques du Royaume-Uni. Ce qui fait que Londres a une chance sur trois de perdre sa note de crédit AAA, la meilleure possible. En effet le très fort ralentissement de l'économie britannique ainsi que le coûteux plan de relance lancé l'année dernière devrait faire exploser le déficit public à 12,6 % du PIB cette année. Le fardeau de la dette publique pourrait prochainement atteindre 100 % du PIB.

Mais si la notation des États-Unis d'Amérique reste encore au maximum ce pays est tout de même sous une forte pression. De ce fait, le secrétaire américain au trésor a déclaré : « nous mettons en place des politiques et ramèneront les déficits à niveau raisonnable à moyen terme ». Ce déficit devrait atteindre selon le budget 12,9 % du PIB cette année.

CHOMAGE

Le bureau de l'UNEDIC a rendu publiques ses prévisions révisées d'équilibre financier pour 2009 et 2010. Il y aurait, en 2009, 639 000 demandeurs d'emploi supplémentaires dont 411 000 indemnisés ; par ailleurs il y aura contraction des cotisations liées à la destruction de 591 000 emplois salariés.

Mais l'UNEDIC en même temps nous dit que « tout va très bien Madame la marquise » pour ce qui concerne son équilibre financier. La dette du régime était de 4,9 milliards d'euros au 31 décembre 2008 et elle passera à 6,3 milliards d'euros fin 2009 et atteindra 10,9 milliards un an plus tard. L'Unedic précise néanmoins avoir pris toutes les dispositions pour trouver auprès de ses partenaires financiers des solutions adaptées à une situation exceptionnelle et que les déficits prévisionnels n'auront aucune incidence sur le versement des allocations. Voilà encore un poste que l'on ne compte pas dans l'endettement public de la France.

LE CARDINAL BARBARIN

On sait que le Docteur Dor organise des prières devant les lieux d'avortement non seulement à Paris mais également en province. Jusqu'à présent la hiérarchie catholique ne manifestait que peu d'intérêt pour cette forme de combat. Le 19 mai de cette année une surprise est arrivée. Le Primat des Gaules a choisi le rendez-vous pour accompagner sur la dernière centaine de mètres la démarche de prière. Cette attitude doit être signalée parce

que le probablement le Cardinal a dû surmonter l'opposition des innombrables bureaux qui manipulent dans le secret l'Eglise.

Il y a, dans ce domaine, de bonnes nouvelles cependant. D'après un sondage il y aurait actuellement moins d'un américain sur 10 à soutenir le droit à l'avortement pour n'importe quel motif et à n'importe quel moment de la grossesse. Il y avait eu le 20 janvier 1973 un arrêt de la cour suprême des États-Unis généralisant ce droit à l'avortement. Or et se trouve que la personne qui avait été l'objet de cet arrêt, Norman McCorvey, a connu une conversion radicale. Elle est entrée dans la pleine communion catholique en étant baptisée est maintenant est devenue à 100 % du côté de la culture de vie.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

www.michelgurfinkiel.com

<http://www.michelgurfinkiel.com/articles/231-Europe-La-Revolution-par-limmigration.html>

EUROPE : LA REVOLUTION PAR L'IMMIGRATION

Le journaliste américain Christopher Caldwell enquête sur l'immigration islamique en Europe. Un chef d'œuvre. Et un signal d'alerte.

PAR MICHEL GURFINKIEL.

Edmund Burke avait été, à la fin du XVIIIe siècle, l'un des chefs du parti libéral anglais, les *whigs*. A ce titre, il avait pris le parti des catholiques irlandais contre leurs maîtres protestants, celui des *Insurgents*, les rebelles américains, contre la Couronne, et enfin celui de l'Inde contre la colonisation. Mais le même Burke devint, après 1789, l'un des adversaires les plus résolus de la Révolution française, et surtout son premier adversaire intellectuel d'envergure, alors que les autres libéraux avaient tendance à l'approuver et à la

soutenir. Dans une série d'essais publiés entre 1790 et 1792, sous le titre général de *Réflexions sur la Révolution en France*, il devait s'en expliquer. Le nouveau régime continental, notait-il, était libéral et démocratique en théorie, mais despotique en pratique ; tout en invoquant la liberté, il la supprimait ; sous couvert de philosophie et de raison, il donnait libre cours à des pulsions destructrices. Il constituait donc une fraude – ou une perversion. Si bien qu'en le combattant, les vrais libéraux ne trahissaient pas leurs convictions, mais au contraire les défendaient.

Christopher Caldwell, un journaliste américain de renom, grand reporter au *Weekly Standard*, mais aussi éditorialiste au *New York Times* et au *Financial Times*, est peut-être le Burke de ce XXI^e siècle qui commence. Il s'est mis de lui-même dans la filiation du grand whig en intitulant *Réflexions sur la Révolution en Europe* un livre récemment publié chez Penguin. Mais c'est surtout par le fonds qu'il soutient la comparaison. Comme Burke, Caldwell décrit une Révolution que les libéraux et autres esprits généreux – la gauche, en termes d'aujourd'hui - se croient forcés de soutenir. Comme lui, il conclut à un piège dangereux. La principale différence, c'est que la crise française des années 1790 était de nature politique et sociale ; tandis que la crise européenne actuelle se situe dans les domaines démographique, culturel et religieux. Il ne s'agit plus, comme voici deux cents dix ans, d'abolir les ordres privilégiés ou la monarchie, mais d'accélérer la substitution d'une population à une autre dans toute l'Europe, et donc d'une civilisation par une autre.

On l'aura compris, Caldwell parle de l'immigration et de ses conséquences. D'autres auteurs s'y sont essayés depuis une trentaine d'années. Rares sont ceux qui ont pu se faire entendre. La force de Caldwell, c'est d'avoir mené une enquête particulièrement complète, dans tous les pays européens. Et d'avoir évité tout ce qui pourrait, de près ou de loin, s'apparenter au racisme. Il ne dénonce pas, mais observe, avec minutie. Ses conclusions ont d'autant plus de poids.

Selon lui, les immigrants ont été plutôt bien traités depuis les années 1950, et leur condition n'a cessé de s'améliorer. Partout où ils ont souhaité s'intégrer au pays d'accueil, ils ont pu le faire. Et enfin, là où ils ne l'ont pas souhaité, l'Europe n'a pris aucune mesure de rétorsion, mais au contraire cherché à s'adapter elle-même à cette nouvelle présence. Une telle capitulation constitue, a priori, un « *mystère* ». En fait, elle ne fait que refléter le collapsus démographique du continent (« *un quart de la population a plus de 60 ans* ») et les valeurs pacifistes et ultra-démocratiques qui ont prévalu après la Seconde Guerre mondiale.

Ce qui donne à cette évolution un tour alarmant, c'est que la plupart des immigrants, aujourd'hui, sont originaires de pays musulmans, et que l'islam se pense et se conduit en civilisation universelle et conquérante. Le refus d'intégration n'est donc plus une exception, mais la règle. Et la tolérance européenne facilite l'entrée massive de populations décidées à remodeler l'Europe à leur image. *« On peut affirmer avec certitude que l'Europe ne sortira pas indemne de sa confrontation avec l'islam »*, note Caldwell. *« A l'heure actuelle, c'est à l'islam et non à la civilisation européenne ou ses valeurs démocratiques que les immigrants accordent une légitimité politique... Ils acceptent les institutions européennes dans la mesure où celles-ci ne freinent pas l'expansion de l'islam. Ils les rejettent quand elles deviennent un obstacle. »*

Caldwell consacre plusieurs pages de son livre à l'avenir des Juifs européens. Sur ce sujet comme sur les autres, on ne peut qu'admirer sa lucidité. Il observe que pour beaucoup de musulmans, l'antisémitisme, y compris sous ses formes négationniste et néo-nazie, est *« un moyen commode de participer à la culture européenne sans s'intégrer »*. Il redoute aussi ce qu'il appelle *« la tentation du bouc émissaire »* : plutôt que de se mesurer à telle ou telle forme de violence islamique, de nombreux responsables européens affirment que celle-ci cessera, ou baissera en intensité, *« quand le conflit israélo-palestinien sera résolu »*. Ce qui revient à offrir aux Juifs un choix *« horrible »* : abandonner leurs frères israéliens ou être considérés comme les vrais responsables d'atrocités éventuelles commises sur le sol européen.

Un livre qui fera date. Mais à lire de suite.

Christopher Caldwell, Reflections on the Revolution in Europe, Penguin.

© **Michel Gurfinkiel & Hamodia, 2009**

La campagne perpétuelle

La France est perpétuellement en campagne électorale et les français perpétuellement empêtrés dans les conflits sociaux. Au lieu de laisser les gouvernements en place agir et gouverner comme s'ils n'étaient pas légitimes, comme si les équipes en place se seraient retrouvées au pouvoir par le fait du hasard, de la chance ou de la force brute, les français regrettent les anciens gouvernants (alors qu'ils les détestaient quand ils étaient en fonction) ou se prêtent à rêver d'un homme ou d'une femme providentiel subitement révélé à la prochaine échéance. On a tellement espéré en 2007 et maintenant, on nous parle déjà de l'horizon 2012 sur fond d'élections européennes, comme si plus rien n'était possible.

Quand un fumeur prétend qu'il arrêtera de fumer demain, c'est qu'il n'arrêtera jamais. Notre pays a tellement reporté des réformes que d'autres pays ont affrontées dès les années 80 que l'on est en droit de se demander si elles se feront un jour. Et à force de ne pas faire les choses en leur temps, on prend aussi le risque de faire tout à la va-vite, dans la précipitation et l'incompréhension générale. Peut-on sérieusement penser que le gouvernement actuel a décidé de détruire le meilleur système d'enseignement supérieur au monde ? Tout le monde s'accorde à observer la catastrophe en cours dans l'éducation nationale et l'université qui se produit depuis des décennies. Et il ne faudrait rien faire au nom du sacro-saint statu quo, de la dictature du consensus qui aboutit à l'immobilisme, et donc au déclin dans un monde en perpétuelle évolution. Et l'on peut faire le même constat dans le système de santé, dans la police ou l'administration en général.

Si les hommes politiques ne font rien, on leur reprochera mais s'ils agissent et quand ils agissent, alors c'est la coalition des mécontents qui s'agite en criant à la conspiration bruxelloise ou au complot mondialiste. Peut-on toujours incriminer la classe politique ce qui semble être le sport préféré de ceux qui ont le monopole de la parole médiatique, et en particulier de ceux qui se pensent intelligents ? Le fonctionnement de la démocratie implique l'existence de partis politiques. C'est incontournable. Si on exècre à ce point les responsables politiques, alors il faut vivre dans une dictature gouvernée par des militaires, des technocrates ou un superordinateur. Ou alors il faut installer des régimes communistes qui ne tolèrent aucun débat.

Ne croyez pas cependant que je voue une dévotion subite et aveugle au personnel politique français pétri dans l'ensemble d'étatisme et de dirigisme. Mais je crois (sans m'en réjouir) à la loi du marché et celle-ci fonctionne aussi dans le monde politique quoiqu'en pensent ses pourfendeurs. Comme la plupart des gens sont demandeurs de toujours plus de droits, plus de revenus et moins de contraintes, moins de devoirs et moins d'efforts, alors les hommes et femmes politiques développeront des discours politiques toujours plus démagogiques - façonnés à l'audimat des bons sentiments - pour coller au mieux à la demande de la majorité des électeurs en tentant de rassembler les éternels mécontents. Comme les gens n'aiment pas entendre le discours libéral (qu'ils connaissent à peine), les rares hommes politiques qui ont osés afficher leur sensibilité libérale ont été exclus du marché politique français. Et c'est ainsi que les français se retrouvent face à une classe politique qu'ils ont contribué à façonner et qu'ils exècrent dans le même temps. Ils plébiscitent la « malbouffe » pour la vilipender ensuite.

Il convient donc sans doute de retrouver le sens profond de termes comme « république », « citoyen », « démocratie », « nation », « peuple » ou « Etat ». Car au nom de la démocratie et de la solidarité citoyenne, on se dirige vers une société peuplée d'individus totalement asservis à un Etat qui leur proposera un « contrat social » funeste : en échange de sa providentielle protection, nous devons lui accorder un jour notre plus totale soumission. C'est ainsi que les peuples s'enchaînent eux-mêmes et se condamnent dans le même temps.

Jean-Louis Caccamo,

Perpignan, le 20 mai 2009

<http://caccamo.blogspot.com/>

http://cozop.com/chroniques_en_liberte
